

**L'ÉCONOMIE
À SCIENCES PO BORDEAUX**

Une discipline qui compte !



Trajectoire

ÉRIC DUCOURNAU

**De la politique
à la science
et inversement**

Recherche

CYNTHIA FLEURY,

**chaire
« Gilles Deleuze »**

Débat



**Affaire Boulin :
que justice soit faite !**



Édito

Par Vincent HOFFMANN-MARTINOT,
directeur de Sciences Po Bordeaux

Naviguer avec courage par gros temps

Inutile de gloser sur la dureté des temps, sur l'amoncellement des lourds nuages de la diminution des moyens financiers au-dessus de la tête des établissements d'enseignement supérieur, universités et grandes écoles forcément réunies dans la disette. Inutile de pleurnicher et encore plus vain de jouer les victimes, vouant aux gémonies une quelconque tutelle, comme autant de Job contemporains, implorant le ciel depuis un tas de fumier lui-même en rétraction... Comble de la misère !

On ne peut pas dire que nous n'aurons pas été dûment avertis. Sanctuarisées en dehors d'une Révision générale des politiques publiques (RGPP) particulièrement assassine, les universités et les grandes écoles, ces cinq dernières années, ont été plutôt épargnées. Certaines, malgré cela, ont néanmoins connu une voire deux années de déficit. Désormais le message est clair : régime amaigrissant pour tout le monde, grandes ou petites entités, écoles ou universités. En bref et pour reprendre les mots du fabuliste à propos de l'épidémie de peste frappant les animaux : « Ils n'en mouraient pas tous, mais tous étaient atteints »... Traduction actualisée : « Tous allaient souffrir ». Sur les prolégomènes des événements et l'enchaînement des causes qui ont abouti à inclure désormais l'enseignement supérieur dans la « rigueur sans nom » qui préside aux destinées du pays, on pourrait disserter longuement. Sur les conséquences et les effets à long terme de cette politique, la place disponible pour cet éditorial ne suffirait pas. Sans même parler du rapport entre la société française et le secteur éducatif, du primaire à l'université, de la diffusion du savoir au développement de la recherche : il y aurait tant à dire et à écrire !

Un établissement comme le nôtre passe pour riche et sur-doté. C'est tout simplement faux. Mais c'est aussi le temps béni, aujourd'hui, des approximations, des stéréotypes, des raccourcis faciles et paresseux, au mépris des faits les plus tangibles et établis. En réalité il nous revient, comme tous les autres, de nous battre avec nos propres atouts pour faire face à la tempête qui monte et nous préparer au gros temps. Nous avons la chance d'être un établissement à taille humaine où la responsabilité professionnelle de chaque individu est constamment sollicitée. Ici chacun sait que son travail est objectivable au service de l'institution. Les étudiants en premier savent combien ils ont le loisir de solliciter en direct les enseignants, les services administratifs et même le directeur (!). Ceci s'explique par une authentique « culture maison » qui innerve l'ensemble des rapports humains au sein même de l'Institut. Cette dimension est pourtant essentielle à comprendre. L'oublier, la perte de

vue, l'ignorer, expose davantage à de vrais contresens qu'à de réels progrès, y compris pour certaines justes causes que l'on veut défendre.

L'état des finances d'un établissement universitaire n'est qu'un indicateur parmi d'autres de la bonne ou mauvaise santé d'une telle institution. Ce n'est pas la moindre des variables bien entendu. Et quiconque nierait la contrainte budgétaire irait droit dans le mur. C'est la raison pour laquelle je me dois d'indiquer à tous les membres de la communauté de Sciences Po Bordeaux que nous allons redoubler de vigilance dans le choix des dépenses et l'utilisation la plus efficiente possible de chaque euro inscrit dans notre budget. Nous ne pouvons plus tout attendre de l'État et si les collectivités territoriales nous aident considérablement (au premier rang d'entre elles la Région Aquitaine), il est irresponsable de les considérer comme des guichets ouverts en permanence avec droits de tirage illimités. Tout cela est fini. Reste d'autres richesses : celles qui s'appuient sur l'imagination au pouvoir, sur les solidarités entre anciens élèves et étudiants actuellement en formation, celles qui procèdent d'une implication de tous et de chacun. Cynthia Fleury le dit remarquablement bien dans l'entretien qu'elle a accordé, dans ces pages d'Extension[S], à l'occasion du lancement de la chaire « Gilles Deleuze » : « Le premier courage en politique c'est de montrer qu'il n'y a pas de pacte social sans pacte parrésiasique ». Autrement dit il faut se baser sur un pacte où l'on s'oblige à parler vrai, où l'on s'astreint à cette vérité qui va lier l'ensemble.

Le courage c'est de dire qu'il faut gérer, désormais plus que jamais, dans la rigueur et s'en donner les moyens. Le courage c'est aussi de défendre l'honneur et l'image de l'institution que l'on dirige. Le courage c'est, enfin, de veiller à ce que notre formation demeure à un haut degré qualitatif, y compris en expliquant parfois aux étudiants qu'ils ne tiennent pas la barre du navire et que s'il peut leur sembler difficile de subir telle ou telle épreuve ou évaluation, ce n'est pas à eux d'en juger et d'en décider. Ce qui n'empêche nullement, dans d'autres domaines, une vraie co-construction entre administration et élèves. Richesse tout à fait essentielle qui doit permettre, plus que tout, de passer sans encombre quelques zones de turbulences à venir.

Vincent HOFFMANN-MARTINOT



SOMMAIRE

4

CHRONIQUE

Les relations internationales sous le regard de Cléo

5

DISPARITION

Claude ÉMERI

6

CRIT 2013

**Un grand CRIT'2013 très bien classé !
Et le marathon des cordées 2013**

7-11

DOSSIER

L'ÉCONOMIE À SCIENCES PO BORDEAUX :
une discipline qui compte !

12-13

RECHERCHE

Cynthia FLEURY : : « **Seule temporalité viable : le présent** »

14-15

TRAJECTOIRE

Éric Ducournau :

De la politique à la science et inversement

16

DÉBAT ROBERT BOULIN

Que justice soit faite !

Directeur de la publication :
Vincent HOFFMANN-MARTINOT
Comité de lecture :
Vincent HOFFMANN-MARTINOT, Didier CHABAULT,
Emmanuel NADAL, Jean PETAUX
Coordination : Jean PETAUX
Rédaction en chef :
Jean-Michel LE CALVEZ, « Person'Alizé »
Édition : Pascal BERNAGAUD, « Com'unique »
Maquette & Mise en page : Thierry PIERS
Photos : Laurent WANGERMEZ (sauf mentions particulières)
Impression : Imprimerie Laplante, Mérignac
N°ISSN : 1635-3102
Date de publication : 18 avril 2013



SCIENCES PO BORDEAUX
11, Allée Ausone - Domaine universitaire
33607 PESSAC - CEDEX
Tél. : 05 56 84 42 52 - Fax : 05 56 84 44 00
www.sciencespobordeaux.fr
j.petaux@sciencespobordeaux.fr

« Les instituts ont pour mission de donner à des étudiants, qu'ils se destinent ou non à la fonction publique, une culture administrative générale. Ils le feront avec l'esprit d'indépendance et de désintéressement qui sont le propre de l'université ».
Ordonnance N°45-2283 du 9 octobre 1945, portant création des Instituts d'Études Politiques.

Les relations internationales sous le regard de Clio

« **Tout pays** fait la politique de sa géographie », ce mot prêté à Napoléon souligne bien que l'étude des relations internationales concerne l'ensemble des sciences sociales. Mais c'est parce qu'elle maîtrise la longue durée qu'il revient à l'Histoire de retracer faits et évolutions et surtout de définir la *forma mentis* dans laquelle ils s'inscrivent : les représentations.

Représentation de l'espace tout d'abord. Reconnus depuis 1648 comme

les acteurs légitimes de la géopolitique, les États sont-ils si stables, tiraillés qu'ils sont par les diverses forces infra-étatiques comme par les processus supranationaux, qui se sont manifestés, au gré de combinatoires cycliques, depuis deux siècles et demi ? À l'heure de la balkanisation de la planète et de la globalisation des enjeux, quel rôle pour les frontières, pour les États ? Qu'est-ce que la communauté internationale ? Quelle mission pour l'Europe qui, après avoir longtemps « pensé » le monde, n'en est plus qu'un des « projets », à l'heure où le « centre » bascule de l'Atlantique vers le Pacifique ?

Seconde représentation, celle des hommes. Qui sont les moteurs des relations internationales : les héros, les élites, les peuples ou les idées ? Faut-il choisir entre les « illustres » de Plutarque, les « mœurs » de Voltaire, les « cimetières d'aristocraties » de Pareto ou les « déterminants » de Marx ? La géopolitique est-elle dominée par la rupture ou la continuité, le progrès ou la mémoire, le sentiment ou la raison ? Les critères de l'identité, de l'altérité, de la force et de la puissance permettent-ils de dire comment la hiérarchie du Pouvoir a évolué en 230 ans ? Les types de relations internationaux se réfèrent-ils à des modèles ou à la « force des choses » : le champ international est-il construit ou subi ?

C'est là qu'intervient la dernière représentation, la plus essentielle pour l'historien, celle du temps. L'historicité – savoir d'où l'on parle pour mieux formaliser des schémas d'explication du passé – implique prudence mais aussi interprétation. D'où, ici, le choix

du temps long, de la fin des Lumières à aujourd'hui, et d'une approche « globale » qui, à défaut de « sens » ou de leçon, met en évidence, à la manière de Braudel, les « forces profondes » qui formatent le développement humain : modernisation, mondialisation et accélération. Un parcours en continu que son européocentrisme conduit à rythmer en quatre séquences

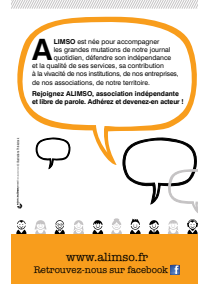
De 1780 à 1815, l'élan révolutionnaire des peuples et des idéologies brise le système élitiste de l'Ancien Régime. Du Congrès de Vienne à 1914, « l'ordre des contraires » s'efface devant l'impérialisme qui permet à l'Europe de dominer le monde avant que le fait national ne la précipite dans la guerre. Le « court XX^{ème} siècle », déchiré entre paix et conflit, crises et renaissances, reconfigure la planète en systèmes rivaux, tantôt dualistes tantôt trialistes. Tandis que, depuis 1991, prévaut un « ordre instable », hésitant entre polarité unique ou multiple, où s'opposent facteurs disruptifs et forces intégratrices.

Longtemps hanté par toutes formes d'idéalisme irénique, c'est peut être vers l'optimisme raisonné d'une interrelation contractuelle que le monde semble s'orienter aujourd'hui. Autrement dit, ni Hobbes, ni Kant mais plutôt Grotius et Locke ! Tel est, en tous cas, la perspective qui sous-tend ce livre-bilan, fruit de 40 ans de réflexion et d'enseignements. Maintenant la parole est aux citoyens !

François-Charles MOUGEL,
professeur d'Histoire contemporaine à
Sciences Po Bordeaux



POUR MIEUX COMPRENDRE LES MUTATIONS DE LA PRESSE RÉGIONALE



« L'Association des Lecteurs, Internauts, Mobinauts de Sud Ouest » (ALIMSO), initiée par Thierry Magnol, médiateur de « Sud Ouest », a été créée en septembre 2012 et présidée par Marcel Desvergne.

Sciences Po Bordeaux, compte tenu de son partenariat avec le grand quotidien régional (les « Rencontres Sciences Po / Sud Ouest », inaugurées il y a 29 ans désormais), a été la première institution et personne morale à adhérer à ALIMSO.

ALIMSO ne prétend pas intervenir dans la ligne éditoriale du journal. Elle se veut une instance de débat au moment où la presse en général, écrite en particulier et régionale encore plus, connaît une série de mutations techniques, financières, rédactionnelles particulièrement intenses et lourdes de conséquences. Rejoindre ALIMSO c'est contribuer à faire vivre ce débat.

ALIMSO c'est aussi l'occasion de traiter de questions politiques, sociales, culturelles, économiques en rapport avec l'actualité internationale, nationale, régionale et locale. Tous sujets traités dans les pages du journal. Le 1er Café de l'Actualité d'ALIMSO a ainsi été consacré « aux ponts de Bordeaux », le jour de l'inauguration du Pont Jacques-Chaban-Delmas, dans les locaux de « Cap Sciences ».

À noter sur l'agenda :

• **Jeu**di 25 avril 2013, 19h – 21h, amphithéâtre du Musée d'Aquitaine, crs Duffour-Dubergier, Bordeaux : 2^{ème} Café de l'Actualité d'ALIMSO : « **François Hollande, un an après** » avec Bruno Dive, Yves Harté, Christophe Lucet (éditorialistes à « Sud Ouest ») et Pierre Sadran (directeur honoraire de Sciences Po Bordeaux).

• **Vend**redi 14 juin 2013, 19h – 21h, Cité mondiale, Bordeaux : 3^{ème} Café de l'Actualité d'ALIMSO : « **Les Civilisations du vin** » autour de César Compadre (spécialiste du vin à « Sud Ouest »).

www.alimso.fr

DISPARITION

Claude ÉMERI, professeur agrégé de droit public et de science politique, quatrième directeur de Sciences Po Bordeaux (1977 – 1985) est mort brutalement le 16 janvier 2013 en son domicile de Plassac (Gironde). Il laisse le souvenir d'un homme extrêmement attaché à l'Institut qu'il dirigea dans une période stratégique (discussion et promulgation de la loi Savary sur les universités en 1984). Dans le texte ci-dessous, deux de ses anciens étudiants, qui devaient épouser la même carrière universitaire que leur aîné, Christian Bidegaray et Pierre Sadran, lui adressent un dernier adieu particulièrement émouvant.

Pierre Sadran a succédé à Claude Émeri à la direction de Sciences Po Bordeaux, de 1985 à 1998.

« Encore un mot, Claude,

On ne te laissera pas partir comme cela, sans évoquer quelques uns de ces moments qui nous ont réunis, jadis, naguère et jusqu'à aujourd'hui Et on souhaite le faire à ta manière, parce que tu n'aurais pas aimé les épanchements, toi qui camouflais si fièrement une affectivité à fleur de peau sous un humour parfois féroce et toujours élégant.

Mais tu ne nous empêcheras pas de dire ce qui a fait ta marque : le sens de l'amitié et l'alacrité intellectuelle.

Tu nous as d'abord initiés, dans les locaux biscornus de la rue du Maréchal Joffre, à cette discipline où tu excellais et que tu nommais si justement « droit politique ». Autant pour te distinguer de ton maître, Maurice Duverger, dont tu auras fidèlement suivi la trajectoire universitaire, de Sciences Po Bordeaux – on disait alors l'IEP- à l'université de Paris 1, que pour rendre hommage à sa créativité.

C'est toi qui nous as mis le pied à l'étrier à l'époque où la « leçon en équipe » du concours d'agrégation était au cœur du rite d'initiation faisant cohabiter agrégatifs confirmés et étudiants qui aspiraient à le devenir dans les étages de l'hôtel Parisiana, de joyeuse mémoire. Nous admirions alors ton self-control et ton – apparente - décontraction, jamais démentis par la suite, surtout pas face aux épreuves.

Toi qui as pris la difficile succession d'Albert Mabileau à la tête de l'Institut d'Études Politiques, dans un contexte de grave incertitude sur le statut de



Claude ÉMERI, directeur honoraire de Sciences Po Bordeaux

D.R.

l'établissement, tu n'as rien cédé, mais tu as introduit de la collégialité : tu savais faire confiance à tes collaborateurs et à tes amis.

Et jamais, même lorsque, renouant avec un goût des expéditions lointaines contracté dans ta jeunesse indochinoise tu t'es expatrié à Paris puis aux Antilles, tu n'as distendu les liens d'amitié forgés à Bordeaux. D'ailleurs tu as rarement manqué d'associer à tes travaux tel ou tel de tes proches parce que tu aimais le travail en équipe.

Servi par un esprit incisif et rapide, tu as toujours choisi de te donner l'apparence de la légèreté alors que tu ne concédais rien sur les principes : liberté de pensée, devoir d'examen critique, rigueur analytique. Ceux qui font la vertu de l'université.

Et voilà que soudain, d'une pirouette bien caractéristique, tu nous fausses compagnie. On devrait t'en vouloir, si on ne savait que tu vas rejoindre ceux qui te sont si chers et qui le sont aussi pour nous : Pierre Lalumière, André Demichel, Jean-Louis Seurin, Jean-François Médard, Jacques Lagroye...

Émulation et amitié en partage. Merci Claude, et bon voyage. »

Christian BIDEGARAY

Professeur émérite des Universités

Pierre SADRAN

Professeur émérite des Universités

Directeur honoraire de Sciences Po Bordeaux

Vincent HOFFMANN-MARTINOT, directeur de Sciences Po Bordeaux, a publié sur le site internet de l'Institut, le jour-même de l'annonce de la disparition de son prédécesseur à la tête de l'établissement de 1977 à 1985, le texte-hommage ci-dessous. Il est important de rappeler par ailleurs, qu'une partie de l'actuelle équipe de direction de Sciences Po Bordeaux a été diplômée par Claude ÉMERI.

Claude ÉMERI

Né le 17 octobre 1933 au Bouscat, dans la proche banlieue de Bordeaux, Claude Émeri, professeur agrégé des universités en droit public et science politique, a fait toutes ses études à la Faculté de Droit et de Sciences Économiques de l'Université de Bordeaux et à l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux dont il est sorti diplômé en 1955 dans la septième promotion de l'école.

Ayant commencé sa carrière universitaire comme jeune assistant de Maurice Duverger, alors directeur de Sciences Po Bordeaux, il obtient l'agrégation des universités en 1966. Sa carrière universitaire, après l'obtention du titre de professeur, l'a conduit d'abord à l'Institut Henri-Vizios de Fort-de-France qui dépendait alors de l'Université de Bordeaux. Nommé de nouveau à la Faculté de Droit de Bordeaux, il prend alors, sous la direction d'Albert Mabileau, la responsabilité des études à Sciences Po Bordeaux, avant d'en être lui-même directeur de 1977 à 1985. Il rejoint alors l'Université Paris I – Panthéon-Sorbonne où il dirige d'abord le prestigieux Centre d'analyse comparative des systèmes politiques créé par Maurice Duverger puis l'École doctorale de science politique de la Sorbonne (1985 - 1995). Spécialiste de droit constitutionnel, il était égale-

ment un expert en matière de comparatisme des systèmes politiques et institutionnels, des libertés publiques mais aussi des élections. Issu de la grande tradition de l'école bordelaise de droit public et d'analyse des institutions politiques, très apprécié des étudiants qu'il savait captiver par un humour au scalpel et ses qualités de narrateur, Claude Émeri était demeuré très actif depuis qu'il avait pris sa retraite à Plassac, dans le nord de la Gironde. Profondément attaché à la grande école qu'il a dirigée pendant huit ans, il postait encore mardi dernier un mail sur le réseau des Anciens élèves de Sciences Po Bordeaux pour signaler les coordonnées d'un de ses anciens collègues de promotion.

Dans l'ouvrage édité pour le 60e anniversaire de « son » Institut, commentant avec les autres directeurs honoraires, une photo de Jacques Chaban-Delmas prise pendant la campagne présidentielle de 1974, Claude Émeri, auteur par ailleurs de plus d'une vingtaine d'ouvrages, publiés souvent avec son ami Jean-Marie Cotteret, écrivait : « En 1974, le tournant est pris, l'élection comme le match télévisé devient une fête à laquelle on participe en famille ou entre copains, cornet de pop-corn et canette de bière à la main ; un spectacle où la mise en scène et la

vedette importent plus que la musique et, surtout, que le livret ; où les mots ne portent que s'ils sont chargés d'émotion réelle ou simulée, où « ce que tu es – en fait : ce que tu parais – m'importe plus que ce que tu dis » ».

Tout Claude Émeri est dans cette courte analyse, éminemment actuelle. La précision du trait et le sens de la formule. L'ironie aussi. Celle qui le faisait venir à Sciences Po Bordeaux, à la fin des années 70, dans une magnifique Traction-avant Citroën blanche gentiment armé de sa moustache poivre et sel et de l'œil brillant d'un Jean Rochefort. Un vrai gentleman dont l'élégance instinctive et l'apparente distance à l'égard de la contingence quotidienne des choses dissimulaient à peine un souci constant de l'autre et un attachement jamais démenti à la sauvegarde et au développement de Sciences Po Bordeaux qu'il contribua, dans le droit-fil de ses prédécesseurs, à placer aux premières places des Instituts d'études politiques français. Ceux qui lui ont succédé à la tête de l'établissement, Pierre Sadran, Robert Lafore et moi-même ont toujours apprécié ses conseils expérimentés et avisés.

Vincent HOFFMANN-MARTINOT

Directeur de Sciences Po Bordeaux



UN GRAND CRIT'2013 TRÈS BIEN CLASSÉ !



Comme le montre les images de DECLIC, l'atelier photos du Bureau des Arts de Sciences Po Bordeaux, l'ambiance a été absolument excellente pendant les trois jours du Crit' Inter-IEP qui s'est tenu à Bordeaux les 29, 30 et 31 mars. Le classement du Crit' 2013 a été le suivant : 1- Paris ; 2- Bordeaux ; 3- Grenoble ; 4- Strasbourg ; 5- Aix ; 6- Lyon ; 7- Rennes ; 8- Lille ; 9- Toulouse. Pour la troisième année consécutive Sciences Po Bordeaux figure sur le

podium (2011 : 3ème ; 2012 : 2ème et 2013 : 2ème). Les « Bordelais » l'ont emporté en finale du rugby masculin, du volley masculin, du concours de pétanque et ont gagné le concours du show des « Pom'poms girls ». Quelques « grands anciens historiques » fondateurs du premier Crit' en 1986 avaient fait le déplacement, comme on le voit sur l'une des photos. Revenir en images sur le Crit' c'est aussi remercier les principaux sponsors

de cette manifestation (Intermarché, Mac Do, Société générale, etc.), saluer la mairie de Bordeaux, la région Aquitaine, et le CEB pour leur soutien et féliciter aussi le remarquable comité étudiant d'organisation autour de Quentin Laurens son président. Avec un dernier clin d'œil et un vibrant hommage à Joël Monlezun, professeur de sport à Sciences Po Bordeaux, co-inventeur du Crit' en 1986, qui n'a pas manqué aucune des 27 éditions !



Bertrand Fajnzilberg, Frédéric Boudier-Verger, François Gouverneur, Joël Monlezun Au premier plan : Philippe Bernès-Lasserre



© Dédic BDA

MARATHON DES CORDÉES DE LA RÉUSSITE : 31 JANVIER – 1^{ER} FÉVRIER 2013

Sciences Po Bordeaux a créé son propre dispositif de diversification sociale dans son recrutement il y a 7 ans désormais, grâce au soutien stratégique du Conseil Régional d'Aquitaine. Labellisée « Cordée de la Réussite », l'opération « Sciences Po Bordeaux, je le peux parce que je le veux » bénéficie désormais du soutien de l'ACSE et du Rectorat de l'Académie de Bordeaux en renfort du partenaire historique, la Région.

Cette année encore, une délégation de Sciences Po Bordeaux, emmenée par la directrice des études de l'établissement, Anne Gaudin, a sillonné les routes d'Aquitaine (850 kilomètres en deux jours) pour aller à la rencontre de 5 des 23 lycées partenaires de l'opération. Ce véritable « Marathon des Cordées » (épreuve ne figurant pas parmi celles du Critérium Inter-IEP, mais tout aussi difficile pour les membres de la délégation !!!...) a parcouru, dans un minibus vaillamment piloté par Stephan Armengaud, chauffeur à Sciences Po Bordeaux, le circuit suivant : lycées de Lescar ; Mont-de-Marsan (Charles-Despiaud) ; Aiguillon ; Marmande et La Réole. Depuis 2006 ce sont plus de 1.000 lycéens aquitains qui ont bénéficié du programme « Sciences Po Bordeaux, je le peux parce que je le veux », et plus de 80 qui ont intégré un Institut d'Etudes Politiques,

dont 77 Sciences Po Bordeaux précisément. Deux étudiants actuellement en formation dans l'Institut bordelais, ayant bénéficié du programme, ont participé au « Marathon » : Clémentine Moncla (en 1ère année, lycée Gaston-Fébus à Orthez) et Quentin Larroque (en 4ème année, lycée Charles-Despiaud à Mont-de-Marsan) (tous les deux à gauche sur la photo).



L'ÉCONOMIE
À SCIENCES PO BORDEAUX

Une discipline qui compte !



Les économistes ont la dent dure, contre eux-mêmes souvent d'ailleurs, ce qui prouve une certaine aptitude à l'autocritique. John Maynard Keynes lâcha lui-même cette sentence : « Les économistes sont présentement au volant de notre société, alors qu'ils devraient être sur la banquette arrière ». Et encore s'agissait-il d'une autre époque, puisque celui qui a inspiré le New Deal rooseveltien évoquait la crise de 1929... À Sciences Po Bordeaux, les économistes ne sont pas assis sur « la banquette arrière ». Ils ont toute leur place dans l'offre de formation, de la première à la cinquième année d'études, dans une approche plutôt interdisciplinaire qui permet d'acquérir de solides connaissances en Économie. De quoi mettre en pratique ce savoir acquis dans le temps-même de la formation au sein de la remarquable Junior Entreprise de Sciences Po Bordeaux : « Ausone Conseil ».

Une discipline qui compte ! (suite)

Si vous demandez *ex abrupto* au grand public de lister les matières dispensées à Sciences Po Bordeaux, l'économie risque fort de ne pas être citée en priorité. Or, celle-ci constitue « *un noyau dur de la formation* » pour reprendre l'expression d'Anne Gaudin, Directrice des études de l'Institut bordelais. « *Tous les étudiants, de la première à la cinquième année, bénéficient d'un enseignement dans ce domaine qui leur permet d'acquérir un niveau appréciable* ». Et la responsable de la pédagogie d'expliquer qu'il existe plusieurs façons d'enseigner l'économie, Sciences Po Bordeaux abordant le plus souvent cette discipline sous un angle politique et social. « *On ne peut pas comprendre le monde si on ne maîtrise pas les fondamentaux économiques. Cette thématique est au cœur des problématiques actuelles, de la gestion de la crise aux questions de budget, en passant par le développement international ou l'analyse d'une gouvernance nationale* » insiste Anne Gaudin, affirmant ainsi le caractère incontournable « *d'une formation qui a toute sa place dans notre école* ».

Les premiers pas

Les propos de la Directrice des études sont confirmés par Jean-Pierre Sardin, professeur des Universités en Économie. L'homme est arrivé dans l'établissement

en 1992 à la demande de Pierre Sadran, alors directeur, pour donner des cours d'économie assurés essentiellement jusqu'alors par des enseignants de l'Université Montesquieu - Bordeaux IV dont il était lui-même issu. Cette année-là, le Système monétaire européen (SME) vacillait, la France comptait déjà deux millions de Rmistes et l'immobilier s'enfonçait déjà dans une crise sérieuse. Comme si l'actualité donnait raison à l'Institut de capitaliser sur un cursus qui s'étoffe depuis 20 ans. Son influence progresse doucement mais régulièrement au fil des ans, comme les placements financiers d'un bon père de famille. Ainsi, dès la rentrée prochaine, un nouvel enseignant en Économie viendra étoffer une équipe constituée, outre Jean-Pierre Sardin, d'Edwin Le Héron, de Jean-Philippe Berrou, de Paul Papathanassiou et d'Hakim Aïssaoui (lire encadré p.10). « *Sciences Po Bordeaux doit veiller en permanence aux équilibres dans un établissement pluridisciplinaire comme le nôtre* » précise Jean-Pierre Sardin. « *Pour schématiser, on peut préciser que l'Économie pèse pour un cinquième du temps dans l'enseignement, à égalité avec la science politique et la sociologie ensemble ; la culture générale ; les langues et, in fine, toutes les autres matières enseignées chez nous qui représentent 20% de l'ensemble* ».

Tous les étudiants concernés

Le programme d'Économie de Sciences Po Bordeaux s'étale sur l'ensemble de la scolarité, soit cinq ans. Il tient compte des profils des étudiants recrutés à Bac O, dont certains n'ont jamais « *pratiqué* » cette discipline ou presque (bac L et bac S). D'où la mise sur pied en 2013-2014 d'une semaine de mise à niveau pour ces jeunes recrues. Tous les nouveaux étudiants découvriront ensuite une pédagogie que résume Jean-Pierre Sardin. « *Mes collègues et moi avons une façon très Sciences Po d'aborder l'Économie. Nous ne faisons appel à aucun prérequis, formalisation ou calcul mathématique, surtout les premières années. Le but est de lever les freins ou les a priori négatifs de certains étudiants. Notre objectif est de leur donner les bases et fondements de la pensée économique et de les sensibiliser à l'économie politique en s'appliquant à faire le lien entre théorie et pratique. Ainsi, ils pourront associer l'histoire des faits et courants économiques et l'actualité et toucher du doigt les enjeux de la monnaie, la croissance, l'économie de marché, etc.* ». Une antithèse de l'économétrie⁽¹⁾ en quelque sorte, même si les enseignants envisagent de colorer prochainement l'enseignement de quelques données

QUI EST QUI ?

Jouez à reconnaître les économistes célèbres :

- 1
- 2
- 3
- 4
- 5
- 6
- 7



méthodologiques et mathématiques afin de faire comprendre, par exemple, comment sont réalisés les sondages.

De l'initiation à la spécialisation

Cette approche de l'Économie sous l'angle des sciences sociales s'avère également positive pour les étudiants « étrangers » de l'Institut. Ces derniers, qui proviennent soit d'une filière intégrée⁽²⁾, soit d'une année Erasmus⁽³⁾, disposent en effet de connaissances très hétérogènes. De même, les étudiants recrutés directement en 4e année pour un « master sec » intègrent l'établissement sans qu'aucun prérequis en économie ne soit exigé. L'exercice, difficile, consiste donc à fédérer des publics différents autour d'un programme de qualité. Celui-ci, qui débute par une initiation, pousse jusqu'à un certain perfectionnement. « *Le cursus de Sciences Po permet d'entreprendre pour certains une thèse doctorale sur des questions d'économie appliquée* » fait observer à ce titre Jean-Pierre Sardin. En Cinquième année, après un premier semestre généraliste, les étudiants bénéficient de cours en Économie adaptés spécifiquement à leur parcours. De quoi « *professionnaliser* » encore plus la formation et donner à des futurs cadres les



Jean-Pierre Sardin

moyens de candidater à des fonctions où le volet économique est loin d'être secondaire. La meilleure illustration du bien-fondé de cette démarche est le nombre d'anciens de l'école qui occupent des postes « économiques » à responsabilité. Les étudiants d'aujourd'hui, pragmatiques, l'ont bien compris. Si l'Économie compte à Sciences Po Bordeaux, les étudiants comptent aussi sur elle pour intégrer le marché ! ■

⁽¹⁾ Cette branche de la science économique exprime quantitativement les corrélations pouvant exister entre des phénomènes économiques dont la théorie affirme l'existence. Très mathématique, elle constitue souvent une hantise pour l'étudiant au

profil non-scientifique qui parvient difficilement à « entrer » dans un langage mathématique formalisé.

⁽²⁾ Filières composées pour moitié d'étudiants de Sciences Po Bordeaux, pour moitié d'étudiants d'une université étrangère partenaire. L'Institut bordelais a été le premier en France à inventer ce dispositif, en 1998, à l'initiative de Vincent Hoffmann-Martinot, actuel directeur, avec l'Université de Stuttgart (Allemagne). Les filières intégrées sont désormais au nombre de six avec les universités suivantes : Cardiff (FIFRU), Casablanca (FIFMA), Coimbra (FIFPO), Madrid (FIFE), Stuttgart (FIFA) et Turin (FIF) auxquelles s'ajoute le Programme France-Caraïbe (Sciences Po Bordeaux, Université Antilles-Guyane et West Indies University à Kingston (Jamaïque)).

⁽³⁾ Etudiants étrangers qui effectuent un semestre ou une année de mobilité à Sciences Po Bordeaux

L'économie autrement avec « Ausone Conseil »

Le goût de l'Économie à Sciences Po Bordeaux dépasse le seul cadre de l'enseignement, à l'instar de certaines Rencontres Sciences-Po / Sud Ouest et événements organisés dans l'enceinte de l'établissement. De manière encore plus directe, la Junior Entreprise de l'école – Ausone Conseil – offre à ses membres l'occasion de s'immiscer dans la vie des entreprises, par le biais des missions rémunérées qui lui sont confiées. Sa Présidente, Emeline Touzet, évoque notamment « *des enquêtes de satisfaction, des études de marché ou l'analyse de politiques publiques. Si le contenu des cours en Économie n'est pas toujours applicable dans le cadre de la Junior Entreprise, il s'avère de toute façon indispensable pour notre cursus* ». Ausone Conseil a permis en revanche aux étudiants concernés de bien connaître l'économie locale et ses entreprises, et d'acquérir des

connaissances pratiques et une expérience de terrain très appréciées des employeurs. La Junior Entreprise de Sciences Po Bordeaux, dont le parcours de labellisation en tant que « Junior » a été absolument exemplaire et très rapide (trois ans), est membre de la Confédération nationale des Junior Entreprise, seule structure habilitée à « qualifier » les « JE » et particulièrement vigilante dans l'attribution du titre « Junior Entreprise ».

La campagne de recrutement pour Ausone Conseil est commencée pour la prochaine année universitaire. Tous renseignements sur : www.ausoneconseil.com



Deux autres visages de l'économie à Sciences Po Bordeaux

Outre Jean-Pierre Sardin, Edwin Le Héron et Jean-Philippe Berrou enseignent l'Économie à l'Institut. Portraits.

EDWIN LE HÉRON

La référence keynésienne

Diplômé de Paris-Panthéon Sorbonne (DEA) puis de Paris X Nanterre (Doctorat), Edwin Le Héron a été recruté comme Maître de conférences d'Économie à Sciences Po Bordeaux en septembre 1987. Ce qui fait de lui l'un des plus anciens professeurs de l'Institut. Il intervient auprès des étudiants de la 1^{ère} à la 5^{ème} année, ainsi qu'en Prép'Éna, pour des cours, conférences de méthode ou séminaires : histoire de la pensée économique, monnaie et financement ou macro-

économique monétaire, régulation monétaire et financière internationale... Ce spécialiste des questions monétaires apprécie « l'économie politique, non désincarnée des sciences sociales » voyant « dans une science économique dite « dure » le risque de devenir autiste ». Souvent sollicité par la presse⁽¹⁾ pour décrypter la crise ou qualifier la politique économique du gouvernement, ce Keynésien pure souche vient de sortir le livre « A quoi sert la banque centrale européenne ? »⁽²⁾ et fait partie d'un projet de recherche dirigé par Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'Économie en 2001. Ce programme, baptisé Agent-Based Modeling and Stock Flow Consistent Macroeconomics, a pour objectif de fournir une modélisation macroéconomique qui permet de comprendre la dernière crise économique et surtout de prédire les futures crises, ce que les modèles dominants actuels (DSGE) ont échoué à faire. La synthèse entre une démarche vraiment microéconomique (ABM) et un cadre macro rigoureux (SFC) constitue une voie prometteuse pour l'enseignant-chercheur, par ailleurs Président de l'Association pour le développement des études keynésiennes (ADEK) et membre du collectif « Les Économistes atterrés »⁽³⁾. Il est également membre du Bureau du Conseil National des Universités.

⁽¹⁾ : Le Monde, Libération, Rue 89, etc., il est également régulièrement sollicité sur les antennes de France Inter, France Culture ou, à la télévision, sur Arte ou LCP-Public Sénat.

⁽²⁾ : La Documentation Française – Collection Débats Relfexeeurope – 2013

⁽³⁾ : Collectif qui pourfend le statu quo idéologique suite à la crise de 2007-2008 dans lequel on compte Frédéric Boccard, Michel Dévoluy, Jean-Michel Harribey, Esther Jeffers, Frédéric Lordon, André Orléan, Henri Sterdyniak et une dizaine d'autres économistes de réputation internationale. | www.atterres.org |



Edwin Le Héron

En plus de Jean-Pierre Sardin, Edwin Le Héron et Jean-Philippe Berrou, deux autres enseignants interviennent en économie : **Paul Papathanassiou** et **Hakim Aïssaoui**, tous deux professeurs agrégés de Science économique et sociale. Paul Papathanassiou est, par ailleurs, coordinateur de l'Économie en 1^{ère} année. Tous les deux dispensent aussi des enseignements en conférences de méthode d'Études politiques en 1^{ère} année.

JEAN-PHILIPPE BERROU

Un spécialiste de l'économie informelle en Afrique

Titulaire d'un DEA en Économie du Développement, Jean-Philippe Berrou a rédigé sa thèse *Encastrément, réseaux sociaux et dynamique des micro et petites entreprises informelles en milieu urbain africain* selon le principe de la mobilité. Ce dispositif lui a permis de valider son travail de recherche in situ au Burkina Faso. Enseignant à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV, il a rejoint Sciences Po Bordeaux comme maître de conférences en Économie à la rentrée 2011⁽¹⁾. Un parcours qui lui permet de comparer les profils des étudiants et de qualifier ceux de l'Institut de « *travailleurs et réactifs, qui éclairent leur analyse par leur connaissance politique, notamment en matière d'institutions européennes* ». Jean-Philippe Berrou s'est adapté à son nouveau public, proposant une pédagogie plus généraliste, plus actualisée et moins mathématisée qu'à la Faculté d'Économie. En première année, il aborde toutes les grandes thématiques économiques : famille, épargne, marché du travail... Au fil des années, les sujets montent en puissance, avec un enseignement spécialisé au deuxième semestre de M2 (la seconde année de master qui correspond à la cinquième année du diplôme de l'Institut). L'expert de l'économie informelle africaine aborde à travers les parcours Coopération Internationale et Développement (CID) et Gestion de Risques dans les Pays du Sud (GRPS) des thématiques comme l'insertion, la dette, la crise alimentaire, le marché des matières premières, la micro finance, l'économie sociale et solidaire... « *Je démontre notamment aux étudiants comment certains mécanismes économiques ne se vérifient plus dès lors que vous changez de terrain* » conclut-il, soucieux de passer le plus souvent possible « *de la théorie à la pratique*⁽²⁾ ». Un crédo partagé par nombre de ses confrères, pas seulement économistes d'ailleurs.

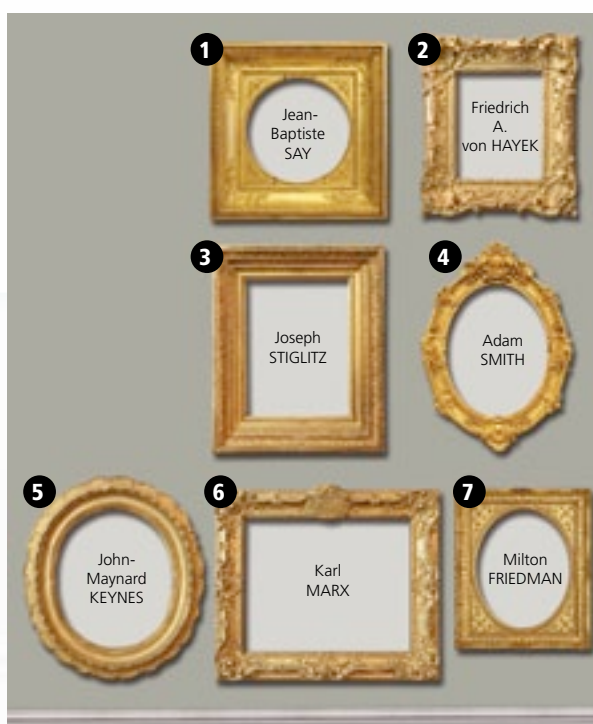
⁽¹⁾ : Rattaché au centre de recherche Les Afriques dans le monde (LAM), UMR du CNRS et de Sciences Po Bordeaux avec la participation de la Fondation Nationale des Sciences Politiques (FNSP), Jean-Philippe Berrou participe en outre à un projet exploratoire interdisciplinaire autour « des risques et de la gouvernance des risques » réunissant sur le pôle bordelais une dizaine d'enseignants et d'enseignants-chercheurs.

⁽²⁾ : Une approche illustrée par les étudiants du master GEA qui se voient confier chaque année par des commanditaires multiples de vrais dossiers d'analyse. La promotion 2012-2013 planche notamment sur deux projets d'ONG de micro finance au Pérou et au Liberia, trois projets d'entreprises en Inde, en Egypte et au Nigéria, ou encore un projet pour l'Agence française de développement.



Jean-Philippe Berrou

QUI EST QUI ? Les réponses :



Cynthia FLEURY :

« Seule temporalité viable : le présent »

EXTENSION[S] : *Chroniqueuse régulière depuis plusieurs années au journal « L'Humanité », vous écriviez récemment, le 9 janvier 2013, dans une vos tribunes joliment intitulée « Refaire la cité » : « Sombre paysage. Pourtant, une capacité d'action existe, notamment chez les femmes. (...) Il y a au cœur des banlieues des interlocuteurs majeurs, susceptibles de « refaire la cité » et dont la République, en général, peut s'inspirer pour refonder son civisme ». Est-ce que l'objet de la Chaire Gilles Deleuze dont vous êtes la première titulaire s'inscrit dans une perspective comparable c'est-à-dire finalement de « (re)faire société » ?*

Cynthia FLEURY : Nature, démocratie, métropole, voilà les trois items mêlés de la Chaire Deleuze qui s'interroge, la première année, sur les questions de justice environnementale. Donc oui, nous sommes dans une problématique de restauration du contrat social, de (re)faire cité. L'enjeu, c'est aussi de dépasser la querelle entre justice environnementale et éthique environnementale, entre valeur intrinsèque et valeur instrumentale de la nature. Avec A.-C. Prévot-Julliard, nous avons essayé de le montrer, dans l'exigence de la réconciliation. Biodiversité et société. Pourquoi la politique doit-elle lutter contre l'érosion de la biodiversité ? Parce que les sociétés humaines ont besoin que la biodiversité fonctionne bien pour garantir leur survie, leur bien-être et leur cadre de vie. Or elles ont oublié qu'elles en faisaient partie. Dès lors, la question de la raison de cet oubli se pose. La relation à la biodiversité est restée l'impensé du contrat social. Résultat, réserver la nature est souvent vu comme signe de régression, de déni du progrès. Les tenants de la conservation (associations, scientifiques, collectivités, etc.) sont alors perçus par d'autres acteurs comme continuant à opposer protection de la nature et progrès social : réserver certains espaces à la biodiversité, ou réglementer certaines pratiques humaines pour la « simple » protection de celle-ci reflètent pour certains un signe de régression. Alors qu'une nouvelle culture du progrès se situe précisément dans une relation sophistiquée à la conservation de la biodiversité. Cette opposition entre biodiversité et progrès social empêche les sociétés de concevoir un modèle durable de démocratie. L'alternative n'est pas : le progrès ou la nature ; le contrat social ou la nature. Les liens entre les sociétés humaines et la biodiversité ont été

formalisés par les Nations Unies, qui ont lancé en 2000 un programme d'évaluation des écosystèmes pour le millénaire (MEA – Millenium Ecosystem Assessment). En 2005, le MEA a fourni un classement des services fournis par la biodiversité aux sociétés humaines : services d'approvisionnement (nourriture, matières premières...), services de régulation (qualité de l'air et de l'eau, pollinisation, lutte contre l'érosion des sols, etc.), services culturels (loisirs, plaisir esthétique...), en plus des services de support, qui permettent les autres. Cette notion de services écosystémiques ne veut pas opposer les valeurs intrinsèques et utilitaristes de la biodiversité, elle veut plutôt centrer l'attention sur les interactions nécessaires des sociétés humaines et des écosystèmes. En aucun cas, l'approche des services écosystémiques est exhaustive. Il faut voir comment défendre une approche capacitaire des services écosystémiques, qui ne serait ni idéologique ni utilitariste mais conjoncturelle et jurisprudente. Elle permet d'entrelacer le principe responsabilité (Jonas) et le principe espérance (Bloch) et tente de substituer à la régulation par l'heuristique de la peur une heuristique du courage qui fait la part belle à la justice sociale et à la stratégie politique plutôt qu'à sa réaction. La conservation de la biodiversité peut être le lieu d'une refonte du contrat social sans précédent. Là encore, quand on parle d'exigence de la réconciliation, il faut bien s'entendre sur les termes choisis. L'exigence de réconciliation n'est pas contraire à tout rapport de force. La démocratie est un lieu de rapports de force. Ce n'est pas la réconciliation des acteurs qu'il faut viser. C'est la réconciliation, plus universelle, de l'homme avec la nature, pour orienter ensuite le rapport de force en faveur d'un contrat social moins inégalitaire sur la gestion des ressources naturelles et l'accès aux services écosystémiques. Il y aura toujours du rapport de force. Mais il faut travailler à changer l'amont de ce rapport de force et à renforcer l'efficacité et l'influence de ceux chez qui émerge une conscience environnementale. En effet, la « réconciliation » renvoie au lien intrinsèque de l'homme avec la nature. Si cette qualité de lien augmente, elle augmentera l'efficacité du rapport de force entre les protecteurs et les destructeurs de la nature, et partant ceux qui défendent le contrat social ou, à l'inverse, le disloquent. Il se joue ici quelque chose de fondamental sur la définition de l'homme et celle du contrat social.

EXTENSION[S] : *À propos de courage, dans votre dernier ouvrage « La fin du courage » (Fayard, 2010) vous déplorez que le courage ne fasse plus vibrer les individus. À votre avis quels sont les actes courageux qu'il faudrait poser par exemple pour faire vivre la démocratie ?*

Cynthia FLEURY : L'enjeu n'est pas d'asséner aux hommes une obligation de courage, un commandement de moralité. Pourquoi ai-je voulu redéfinir la notion de courage ? Pour rappeler à quel point le courage détient et la clé du sujet et celle du collectif. Montrer ici, comment le courage est une théorie du sujet et une vertu démocratique à restaurer pour assurer à la démocratie sa durabilité. Pourquoi une théorie du sujet ? Parce que cette chose qu'il faut faire, dit Jankélévitch, c'est à moi de la faire. La délégation à autrui s'arrête là. Le courageux est celui qui comprend que le cogito moral se pratique séance tenante. Seule temporalité viable, le présent. Cela se passe ici et maintenant. C'est le moment de « sérieux », un sérieux qui n'est pas défini par le dogme qu'il porte mais par la temporalité à laquelle il convie (Jankélévitch). Sérieux parce que maintenant, tout de suite. Sérieux parce que la délégation est impossible. Tout acte courageux se fonde déjà sur la parrésia (Foucault). Le « parrésiasite », celui qui parle vrai, dit en effet ce qu'il pense mais surtout il « se lie à cette vérité, il s'oblige, par conséquent, à elle et par elle ». Nous sommes donc à l'opposé d'un dire communicationnel. Je ne ferai aucune leçon de courage. Encore une fois, il ne s'agit pas de dire un dire qui « oblige les autres » mais d'évoquer ensemble un dire qui s'oblige. Le premier courage, en politique, c'est de montrer qu'il n'y a pas de pacte social sans pacte parrésiasique. En démocratie, on ne peut vider impunément le langage de son sens.

EXTENSION[S] : *Vous disiez en 2011 : « Je crois qu'une cité s'édifie autant par sa part d'immatérialité que par sa structure matérielle – une immatérialité constituée à la fois par les liens qu'elle organise avec les autres, par sa foi dans l'avenir dont sont garantes les institutions, par son rapport à la beauté, à la culture... Si vous l'en videz, vous bâtissez une mégalopole dont les citoyens sont des errants. Pourquoi, aujourd'hui, y a-t-il un tel besoin de spiritualité ? Parce que la part d'immatérialité du politique a disparu, s'est disqualifiée ».*

Faut-il réintroduire le rêve dans les « dits vers cités » ? Mais alors est-ce compatible avec l'impératif de courage ?

Cynthia FLEURY : Cela est tout à fait compatible. La part d'immatérialité du politique, c'est sa part visionnaire, stratégique, pionnière. C'est une autre manière de poser la question de la parrésia. C'est la dynamique hugolienne de la démocratie. « Aime et ne désespère pas », dit Hugo. « À ces démons d'inimitié, Oppose ta douceur sereine, Et reverse-leur en pitié Tout ce qu'ils t'ont vomé de haine. La haine, c'est l'hiver du cœur. Plains-les! Mais garde ton courage. Garde ton sourire vainqueur ». Certes, ce sont là des paroles de poète. Et pourtant, Victor Hugo n'est pas ce poète retiré des affres du monde. Il est celui qui a affronté les « direx vrais » parrésiasques, politico-poétiques. Le courage reste un *Fiat lux*⁽¹⁾ de la démocratie. Créateur de *La légende des siècles* et des *Misérables*, Hugo demeure l'orateur superbe de la tribune publique. Parlementaire non professionnel, aux confins de la politique, de la littérature et de l'éthique, il est une sorte de Socrate plus averti, plus aguerri à la médiocrité criminelle des hommes. Il ne subira pas la condamnation à mort, mais

son dire parrésiasque le mènera à l'exil. Et du fond de son exil, sa parole continuera de porter et de manifester ce souci de soi et des autres, ce souci public plus encore que cet intérêt public. Il faut le rappeler, écrit Aragon, Hugo fut aussi par des actes et des paroles, un « passeur de liberté ».

EXTENSION[S] : Très justement (et il suffit de regarder la rampe de Birkenau du haut de la porte qui barre l'entrée du camp, pour vous suivre et abonder dans votre sens) vous dites « qu'Auschwitz c'est vraiment la catastrophe des Lumières, la catastrophe de la raison pervertie en rationalisation folle ». Comment la philosophie et la politique peuvent-elles aujourd'hui s'engager dans le combat pour plus de démocratie après avoir tant failli dans l'élaboration de grandes pensées téléologiques toutes plus tragiques les unes que les autres ?

Cynthia FLEURY : Ne pas devenir étranger à sa propre signification rationnelle, voilà encore une définition du progrès. « Le pardon est mort dans les camps de la mort » dit Jankélévitch. Le progrès, ce sera déjà cela, ne pas anéantir

la possibilité du pardon. Votre réponse, vous l'avez dans l'éditorial de Camus, en août 1945, qui ouvre *Combat*. « Il va falloir choisir, écrit-il, dans un avenir plus ou moins proche, entre le suicide collectif ou l'utilisation intelligente des conquêtes scientifiques. » C'était après Hiroshima. Plus de 60 ans après, Fukushima relance le même débat. Là encore, toujours la même musique : un progrès asservi à la « rage de destruction », qui s'est mue en une autre rage, la rage de la performance, la rage d'une croissance à tout crin qui est venue se substituer au désir plus légitime d'organiser un État-Providence. Cette mue de la providence en simulacre de la providence, c'est-à-dire cette mue de l'État-providence en société de consommation, il faut définitivement la déconstruire. ■

(1) : *Fiat lux* se traduit par : « Que la lumière soit ». « Dieu dit : Que la lumière soit et la lumière fut ». Ces paroles, présentes « Au commencement » du récit de la création du monde, dans la *Genèse*, sont devenues la devise de toute grande découverte. Ainsi a-t-on pu écrire qu'au XVIII^e siècle, *Le Discours de la méthode* de Descartes a été le *Fiat lux* de la philosophie des Lumières.

Chaire « Gilles Deleuze » : métropole, nature et démocratie

La chaire « Gilles Deleuze » a été créée au sein l'Université de Bordeaux grâce aux donateurs suivants : la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB), EDF et SYSTRA. Fabienne Brugère, professeur de philosophie à l'Université Michel-de-Montaigne – Bordeaux 3 et, par ailleurs, présidente du Conseil de Développement Durable (C2D) de Bordeaux Métropole (la CUB) nous en dit plus sur la Chaire « Gilles Deleuze » qu'elle a contribué à fonder.

LE PROJET : développer une réflexion sur la métropole en croisant cet objet avec la nature et la démocratie. Il s'agit de créer une chaire interdisciplinaire croisant l'urbanisme, la géographie, les sciences politiques, la sociologie et la philosophie.

LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES : le projet est accueilli dans le cadre de la Fondation Université de Bordeaux. Les structures universitaires impliquées sont prioritairement Sciences Po Bordeaux et l'Université de Bordeaux 3, mais aussi Bordeaux-Segalen par l'intermédiaire des sociologues. Les partenaires financiers sont la CUB, EDF et Systra.

POURQUOI LE C2D S'IMPLIQUE-T-IL ? : parce que cette chaire met en œuvre une synergie entre le milieu universitaire (enseignants-chercheurs et étudiants), une collectivité territoriale et le milieu économique. Le C2D est une instance qui privilégie les passerelles entre les mondes sociaux ! Cette chaire veut aussi tenir le pari d'être à la fois une chaire d'excellence (avec des séminaires de recherche), un lieu de formation (cours à destination des étudiants) et une sorte d'université populaire (avec les ateliers au C2D).

Fabienne Brugère

Cynthia FLEURY



ÉRIC DUCOURNAU

(PROMO 1988)

De la politique à la science et inversement

Sciences Po Bordeaux, politique, science. Ces termes résument d'un trait le parcours d'Éric Ducournau, par ailleurs président de l'Association des anciens élèves de l'Institut (Sciences Po Bordeaux Alumni). Après une première vie professionnelle dans « la politique », l'homme occupe aujourd'hui le poste de directeur de Pierre-Fabre-Dermo-Cosmétique, une branche d'activité du groupe éponyme qui pèse à elle seule près d'un milliard d'euros et emploie 4 200 collaborateurs.

Sciences Po Bordeaux. L'Agenais, né d'une mère commerçante et d'un père assureur, rêvait de devenir journaliste. Le Centre d'Information et d'Orientalisme (CIO) de son lycée l'aiguillera vers Sciences Po Bordeaux, voie royale en prévision d'une intégration au Centre de Formation de Journaliste (CFJ) de Paris. « Ce souhait a été conforté par un concours rémunéré organisé par le quotidien « Les Échos » auquel j'ai participé pendant ma scolarité à l'Institut et que j'ai gagné. Cette prime correspond d'ailleurs à mon premier bulletin de salaire » se souvient l'ancien étudiant, par ailleurs inscrit à la Faculté de Droit de Bordeaux comme beaucoup de ses comparses de l'époque. « Un noyau dur d'amis s'était constitué sur l'autel de la solidarité. Nous avons mis au point avec eux un système bien huilé qui consistait à désigner à tour de rôle l'un d'entre nous pour suivre et photocopier les cours pendant que les autres étaient absents ». Une complicité qui perdure puisque beaucoup de ses amis de 20 ans sont encore présents dans la vie d'Éric Ducournau. « Je pars en vacances avec certains d'entre eux et nous sommes parrains ou marraines des enfants de l'un ou de l'autre. Un de mes filleuls grenoblois a d'ailleurs passé le concours d'entrée à Sciences Po Paris l'an dernier ». Ce goût pour le réseau, au sens noble du terme, constitue une caractéristique de l'intéressé dont le parcours professionnel prendra finalement une autre tournure que celle initialement envisagée.

Des heures et des heures

Politique. Licence de droit et diplôme de Sciences Po Bordeaux en poche, Éric Ducournau, enchaînera avec une maîtrise de droit public et une inscription au Centre de préparation à l'administration générale (CAPG), avant de s'inscrire l'année suivante à l'IAE (Institut d'Administration des Entreprises). Le jeune homme, qui effectuait en même temps son service militaire, quittait la caserne après sa journée de conscrit pour suivre des cours jusqu'à 22h à l'Institut d'Administration des Entreprises, situé place Pey Berland. « Au terme de ce cursus, j'ai décidé de chercher du travail. Sachant que la politique m'intéressait, un ami, pressenti pour intégrer la mairie de Chalon-sur-Saône avant de se désister, m'a présenté au maire, Dominique Perben, alors quadra⁽¹⁾ du RPR. Le 16 août 1990, je débutais dans la vie professionnelle à un poste contractuel de collectivité locale ». Une période intense, qui demeure un beau souvenir. « J'avais pour mission principale de m'occuper de la vie des quartiers et de la culture au sein de cette petite ville. J'ai énormément appris au contact des difficultés sociales de terrain, mais aussi auprès d'un élu brillant avec qui j'ai toujours gardé un lien ». Soit cinq ans au plus près des citoyens à l'âge d'or de la décentralisation. Une expérience de la vie locale qui se poursuivra ensuite à Bourges,

toujours auprès d'un ancien ministre, Serge Lepeltier⁽²⁾. Éric Ducournau, sollicité aussi par la ville d'Avignon, aurait d'ailleurs pu œuvrer pour un homme politique de premier plan au sein d'une grande métropole, mais l'entretien avec son directeur de cabinet de l'époque s'avérera détestable. « Cela reste à ce jour ma pire expérience professionnelle » confesse aujourd'hui l'ancien étudiant. Sa rencontre avec sa future épouse – qui n'apprécie guère la sphère politique – le pousse à opter quelques années plus tard pour le privé ; il intègre alors une agence de conseil en communication de crise à Paris. Un petit cabinet dont il deviendra au bout de deux ans le secrétaire général après avoir travaillé sur des dossiers aussi divers et formateurs que Toys'n'rüs, Toyota, une compagnie d'autoroutes ou l'introduction en bourse d'une société dans le domaine de la santé.

Les années 2000

Science. Éric Ducournau souhaite donner en cette fin des années 90 une nouvelle orientation à sa carrière. Toujours par le réseau, il apprend que la société Pierre-Fabre recherche un chef de cabinet pour le Président Pierre Fabre. Émigrer dans le Tarn ne fait pas peur à l'ancien Lot-et-Garonnais. Ce dernier conserve en mémoire sa première rencontre avec le fondateur du groupe pharmaceutique et cosmétologique. « Pierre Fabre est un intuitif, doté d'une capacité phénoménale à percevoir la personnalité profonde des individus. Je continue de penser que mon entretien s'est joué en cinq secondes, entre le moment où j'ai fermé la porte et celui où je me suis assis en face de lui. Il possède la faculté de déceler chez les personnes leur potentiel de générosité, c'est-à-dire leur faculté à s'impliquer dans le travail avec une conviction forte dans la relation à l'autre ». Un





Éric DUCOURNAU, président de Sciences Po Bordeaux Alumni

Extension[S] : Pourquoi avez-vous accepté de présider l'Association des anciens élèves ?

Éric DUCOURNAU : J'avais eu l'occasion de venir représenter le président de l'association des anciens lors d'une remise des diplômes et je me suis senti très bien dans l'école, avec les élèves, j'ai été particulièrement bien accueilli par les enseignants, le directeur... alors quand le président, Bertrand Bélinguier avec lequel j'avais été élu m'a proposé de lui succéder, j'ai spontanément accepté. Avec fierté, car lorsqu'on vous propose de représenter une école où vous avez étudié, d'en être un porte-drapeau, 25 ans après votre diplôme, c'est flatteur et motivant.

Extension[S] : Sur quels axes l'Association doit-elle se développer selon vous dans les années à venir ?

Éric DUCOURNAU : Le premier axe est de mobiliser le maximum d'anciens car, à Sciences Po Bordeaux, le « sentiment d'appartenance » des anciens élèves n'est pas assez fort, contrairement à d'autres écoles. Toute une équipe d'animateurs de clubs, de fédérateurs s'emploie à longueur d'année à rassembler les anciens, à Paris, à Bordeaux ou ailleurs... Le bureau actuel de l'association estimera sa mission atteinte à deux conditions : qu'un maximum d'anciens s'emploient à promouvoir leur école, l'aident financièrement, aident les jeunes diplômés qui les sollicitent ; qu'un maximum d'entre nous fonctionnent en véritable réseau comme le font les anciens des écoles de commerce ou d'ingénieurs. À l'heure où 80% des carrières se font par un réseau, des recommandations, il est indispensable de marteler ce message. La réputation de Sciences Po Bordeaux, ses recrutements futurs, sont entre les mains de ses anciens élèves.

personnage hors norme qui a façonné un leader mondial « de la santé à la beauté », pour reprendre le leitmotiv de l'entreprise internationale dans laquelle Éric Ducourneau s'épanouit depuis le 2 janvier 2000. Tour à tour Secrétaire général (2004), puis Directeur général adjoint de Pierre-Fabre SA, en charge des affaires économiques, publiques, juridiques et réglementaires, il a été nommé en janvier 2013 Directeur général de Pierre-Fabre-Dermo-Cosmétique, l'une des deux branches du Groupe et pas n'importe laquelle : le cœur du réacteur. « Cette fonction présente un intérêt majeur à mes yeux : elle me permet d'aborder toutes les problématiques de l'entreprise, dont celle de la recherche et du développement de produits, ce qui constitue un challenge passionnant pour moi qui ne possède aucune formation scientifique ». Ce poste transversal revêt également des enjeux de production, de marketing ou de distribution au sein d'une entreprise ouverte sur le monde, soucieuse de qualité et ambitieuse commercialement. « Lorsque j'anime une réunion, je pense à Bernard Pacteau, un de mes anciens professeurs à Sciences Po Bordeaux. Il mettait tellement d'énergie dans ses cours ⁽¹⁾ qu'il en sortait totalement éreinté. J'ai gardé de lui cette volonté de faire passer les messages ». Une référence de plus à une école qu'Éric Ducourneau affectionne beaucoup. Au point d'avoir accepté, malgré un emploi du temps plus que chargé, la présidence de Sciences Po Bordeaux Alumni, l'association des Anciens élèves de l'Institut, cédant à l'amicale pression d'anciens de la maison. Le réseau à ses raisons que la raison ignore... ■

(1) : Maire de Chalon-sur-Saône de 1983 à 2002, Dominique Perben est connu pour ses différents postes de ministre de 1993 à 2007, notamment comme Garde des Sceaux, de mai 2002 à mai 2005 sous les gouvernements Raffarin I, II, III. Les « quadra du RPR » désignent les « jeunes » cadres de cette formation politique apparus après 1981 (Christian Seguin, Michel Noir, Alain Carignon, Jacques Toubon, etc.). Certains d'entre eux chahutèrent quelque peu Jacques Chirac à la tête du parti néo-gaulliste après sa deuxième défaite à l'élection présidentielle de 1988. Celui-ci trouva alors en Alain Juppé le soutien nécessaire pour canaliser cette fronde interne.

(2) : Maire de Bourges de 1995 à 2004 et de 2005 à aujourd'hui, Serge Lepeltier, par ailleurs député et sénateur au cours de sa carrière, a été ministre de l'Écologie et du Développement durable sous le Gouvernement Raffarin III de mars 2004 à juin 2005.

(3) : cours de Droit public.

Une success story à la française

Comment passe-t-on d'une pharmacie de centre-ville à Castres à un groupe leader mondial dans le domaine de la santé et de la beauté en l'espace de 62 ans ? 1er laboratoire cosmétologique en Europe, 3e laboratoire pharmaceutique français, le groupe Pierre-Fabre aux 42 filiales dans le monde continue de produire l'essentiel de sa fabrication dans l'hexagone et emploie 67% de ses 10.000 salariés sur le territoire métropolitain. La personnalité exceptionnelle de son fondateur n'explique pas tout. L'innovation ⁽¹⁾ et la rigueur pharmaceutique ⁽²⁾ constituent les

fondements de la réussite d'une entreprise qui est restée fidèle à ses valeurs et à son Tarn natal, faisant de l'entreprise atypique une exception culturelle économique française.

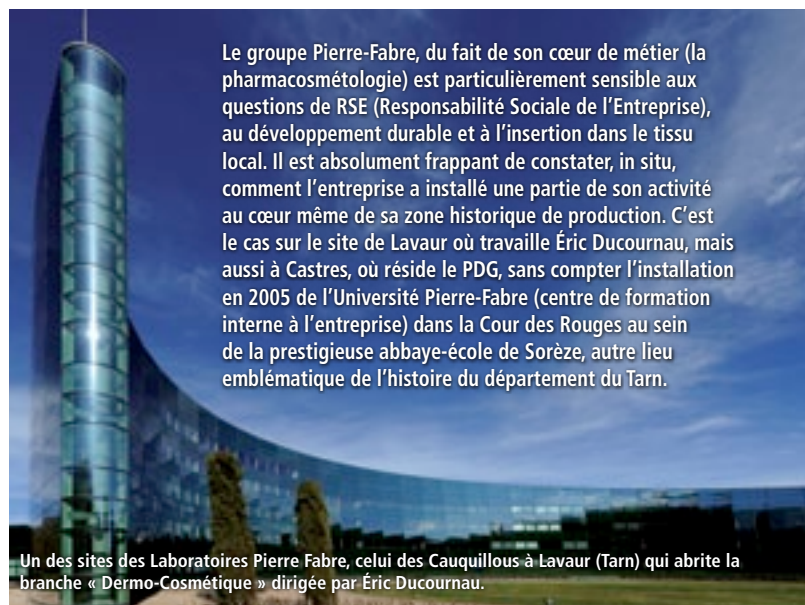
(1) : 216 M€ d'investissements en recherche & développement en 2012 et plus de 4 000 brevets en portefeuille à ce jour (Branche Pharmaceutique et branche Dermo-cosmétique confondues)

(2) : Présent sur le marché réglementé spécifique des médicaments et de la santé, Pierre Fabre s'appuie également sur les professionnels de santé pour recommander l'ensemble de ses produits dermo-cosmétiques

Question pour un champion

- Je pèse deux milliards d'euros de Chiffre d'affaires...
- J'emploie 10 000 collaborateurs et 67% d'entre eux résident en France...
- Je possède des marques aussi célèbres que Drill, Klorane, Avène, René Furterer...
- Mon patronyme a donné naissance à l'un des principaux groupes mondiaux de la pharmacosmétologie...
- J'ai commencé à travailler dans une petite pharmacie du centre-ville de Castres...
- Mon Groupe que je dirige encore à 87 ans, possède 42 filiales dans le monde...
- En 62 ans j'ai déposé 4.000 brevets et j'ai consacré 216 millions d'Euros à la R&D en 2012...
- Je suis aussi discret que tenace et j'adore le rugby puisque mon club préféré est le Castres Olympique dont je suis le premier actionnaire...
- J'ai été propriétaire de Sud Radio, de Wit FM à Bordeaux parce que je suis aussi un fou de radio
- Éric Ducourneau qui travaille avec moi depuis janvier 2000 m'a accompagné dans la réflexion sur la donation de mes titres à ma fondation et à la création de l'actionariat salarié.
- Je suis, je suis, je suis...

... Pierre Fabre !



Un des sites des Laboratoires Pierre Fabre, celui des Cauquillous à Lavarat (Tarn) qui abrite la branche « Dermo-Cosmétique » dirigée par Éric Ducourneau.



© J.P. BAILEL / FTV / GMT

Photos extraites du film de Pierre Aknine : le corps de R. Boulin (F. Berléand) est sorti de l'étang Rompu par les gendarmes.

Fabienne Boulin-Burgeat et Benoît Collombat à la tribune du grand amphithéâtre de Sciences Po Bordeaux.



Éric Burgeat, Pierre Aknine, Fabienne Boulin-Burgeat, Benoît Collombat et Sophie Bourgeois en débat autour de Jean Petaux.



Le téléfilm « Affaire Boulin : un crime d'État ? » programmé sur France 3 en janvier 2013, a été projeté en prélude à ce débat, en présence de son réalisateur, Pierre Aknine⁽¹⁾. « C'est une fiction la plus proche du réel qui dit une vérité » explique le cinéaste en ouverture d'un débat animé par Jean Petaux, auquel ont participé Fabienne Boulin-Burgeat, fille

gnages. Depuis, nous nous heurtons à un refus de réouverture de l'instruction, que la majorité gouvernementale soit de droite comme de gauche ». Après cinq ans (entre 2002 et 2007) d'une enquête journalistique minutieuse et fouillée, Benoît Collombat a contribué à la mise en évidence de 75 anomalies au total qui contredisent l'hypothèse de la mort volontaire. « Cette version ne résiste ni à la chronologie des faits ni aux analyses médicales pratiquées sur le corps de Robert Boulin, sans compter la disparition de nombreuses pièces à conviction de première importance ». Éric Burgeat, concerné à titre familial et professionnel par la disparition du ministre, se souvient pour sa part de chaque détail troublant de la nuit du drame, habilement mise en scène par Pierre Aknine dans son œuvre télévisée. « Les incohérences de ce dossier sont si nombreuses que je n'ai pas pu toutes les exploiter » soupire le réalisateur, qui a déjà une filmographie impressionnante derrière lui, touché par le destin tragique d'un homme « qui dérangeait ».

par les agissements du tristement célèbre Service d'Action Civique (le SAC) et les réseaux de la France Afrique⁽⁷⁾ ». L'épilogue de cette ténébreuse affaire d'État viendra peut-être du renouvellement des élites, à l'instar de Florent Boudié, député de la 10^{ème} circonscription de la Gironde, diplômé de Sciences Po Bordeaux, qui a demandé très officiellement à la Garde des Sceaux de faire en sorte de relancer la procédure d'enquête, mais aussi de la pression des citoyens⁽⁸⁾. La famille, les proches de Robert Boulin et bien au-delà du cercle des amis du ministre, tous ceux qui aspirent à ce qu'une part d'ombre de la politique française contemporaine s'estompe enfin, tous attendent que justice soit faite et que la République qu'il aimait, bafouée par sa disparition, retrouve quelque part son honneur perdu. Il ne faut pas toujours laisser les morts enterrer les morts⁽⁹⁾...

DÉBAT ROBERT BOULIN

Que justice soit faite !

À côté des Rencontres Sciences-Po/Sud-Ouest qui constituent la colonne vertébrale des manifestations culturelles organisées en son sein, l'Institut est parfois le lieu de rendez-vous exceptionnels, comme celui proposé le 3 avril 2013 autour de l'affaire Robert Boulin. Les invités de ce débat ont démolé point par point la thèse officielle du suicide de l'ancien ministre retrouvé mort le 30 octobre 1979 et se sont interrogés sur l'omerta d'une grande partie de la classe politique française de la V^{ème} République.

de Robert Boulin ; Benoît Collombat⁽²⁾, grand reporter à France-Inter ; Éric Burgeat⁽³⁾ gendre et collaborateur du ministre au moment des faits, et Sophie Viremoueix-Bourgeois, représentante de l'association Robert Boulin Pour la Vérité⁽⁴⁾. Ces femmes et ces hommes contestent formellement la thèse officielle construite à coups d'in vraisemblances à répétition : celle du suicide de celui qui était maire de Libourne depuis 1959. « Le pouvoir en place a tout fait pour enterrer un suicide auquel ma mère n'a jamais cru » témoigne Fabienne Boulin-Burgeat. « Jeune, éduquée dans le respect du gaullisme et de la République, je n'ai pas remis de suite en cause la thèse officielle. Mais au fil du temps, devant les contradictions qui ne cessaient de s'accumuler, une conviction s'est forgée, étayée désormais par une multitude d'éléments objectifs et de témoi-

La République bafouée

Volontairement à charge⁽⁵⁾, ce débat a évité deux écueils. Le premier aurait été de privilégier la passion à la raison, ce que les invités se sont bien gardés de faire en illustrant leurs propos de données circonstanciées. Le second aurait été de renforcer l'axiome du « tous pourris » de la classe politique. Là encore ce n'est pas du tout la conception qui prévaut à Sciences Po Bordeaux. Le public, au diapason des intervenants, a été lui aussi dans la retenue et l'analyse. Des gens d'âge mur, qui avaient très certainement connu le député-maire de Libourne, ont souhaité lui rendre hommage. Plus surprenant mais très réconfortant, des jeunes étudiantes ont exprimé leur émotion sur ce drame unique en son genre⁽⁶⁾. Ces différentes générations se sont retrouvées derrière une même question : pourquoi la vérité n'a-t-elle pas éclaté au bout de 33 ans ? « Les protagonistes de l'affaire sont encore actifs. Ceux qui détiennent la vérité n'osent pas la livrer. Quant à ceux qui connaissent le nom des assassins, la justice ne veut pas les entendre » répond la fille de Robert Boulin. D'une grande dignité, cette dernière continue de croire aux valeurs de la République, même après avoir connu « les années de plomb de la politique française » comme le stipule Benoît Collombat, en référence à une période « violente et mafieuse marquée notamment

(1) : Pierre Aknine est un excellent scénariste et réalisateur de films plusieurs fois primés. Il a obtenu un 7 d'or pour son « Jean Moulin, une affaire française » (2003) avec Francis Huster dans le rôle principal, également nommé aux Emmy Award. Il a également réalisé et écrit « Mort d'un Président » (2011) sur les derniers mois de Georges Pompidou. Jean-François Balmer y interprète magistralement le rôle du Président Pompidou ravagé par la maladie qui devait l'emporter.

(2) : Auteur du livre « Un homme à abattre : contre-enquête sur la mort de Robert Boulin », Fayard, 2007, qui a servi de base au scénario du film de Pierre Aknine.

(3) : Ancien avocat, ancien fonctionnaire international (OCDE), conseiller technique au cabinet de Robert Boulin lors de sa disparition.

(4) : Association qui milite pour la vérité sur les circonstances de la mort de Robert Boulin.

(5) : Les organisateurs ont clairement exposé leur parti-pris éditorial dès l'introduction du débat qui n'avait pas vocation à être contradictoire.

(6) : Robert Boulin, recordman de la longévité ministérielle (depuis Colbert, sous Louis XIV !), est le seul ministre en exercice à avoir trouvé la mort pendant l'exercice de ses fonctions depuis Roger Salengro en novembre 1936.

(7) : Désigne l'attitude néocoloniale de la France vis-à-vis de l'Afrique et ses relations particulières avec ses dirigeants. Les « réseaux de la France-Afrique » ont servi, très souvent et entre autres, au financement de partis politiques français.

(8) : 15.000 personnes ont signé la pétition en ligne sur le site robertboulin.net pour la réouverture de l'enquête sur la mort de l'ancien ministre.

(9) : Allusion aux propos très officiels de Valéry Giscard d'Estaing, Président de la République en 1979, absent aux obsèques de Robert Boulin organisées à Villandraut (Gironde), village natal du ministre du Travail. Cette phrase de VGE, « Il faut laisser les morts enterrer les morts », par son ambiguïté toute volontaire a donné lieu à diverses interprétations contradictoires. Elle n'a pas, en tout état de cause, aidé à l'établissement de la vérité quant aux circonstances de la disparition de R. Boulin.